

Les massacres de Ntega et Marangara au Burundi

à l'aune de la Microhistoire

Philbert Nkurunziza

Séminaire des boursiers de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah

17-18 janvier 2024

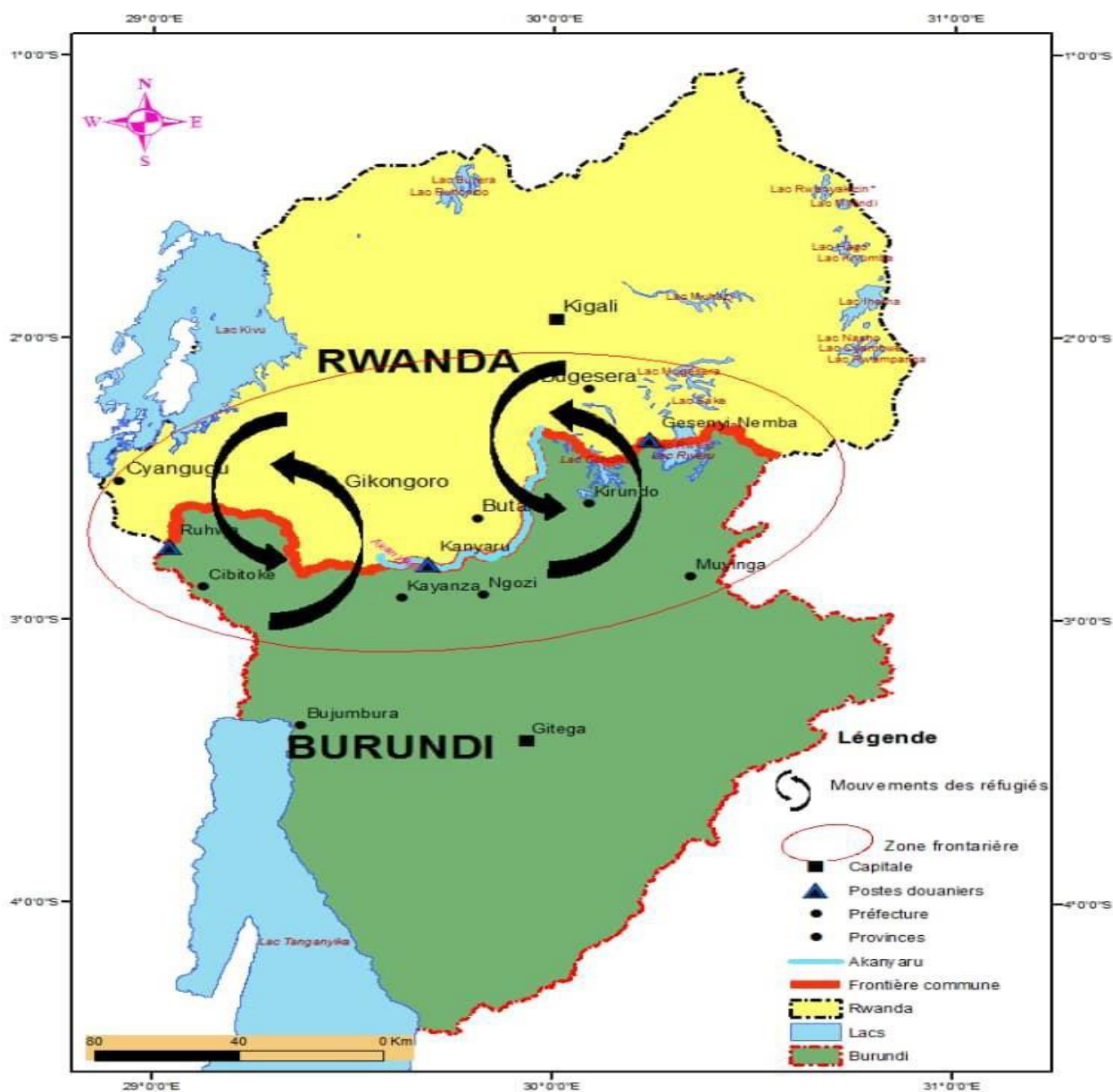


Figure 1 Carte réalisée dans le cadre d'un article articulant la violence et la frontière entre le Burundi et le Rwanda

Malgré la difficulté de rendre compte de cet exercice fuyant et déroutant qu'est le massacre, je suis content de parler juste après les communications sur le Rwanda, un pays d'une proximité sociale, politique et anthropologique avec le Burundi, son faux jumeau. D'ailleurs, le cas que je vais traiter dans ces lignes représente une parfaite répétition générale du génocide contre les Tutsi du Rwanda en avril 1994.

Introduction

Au même titre que le Rwanda en effet, depuis son accession à l'indépendance en juillet 1962, le Burundi, pays de l'Afrique de l'Est, ploie sous le poids d'une série de violences meurtrières extrêmes ayant emporté des milliers de vies humaines, poussé des milliers de réfugiés loin de chez eux. Ce qui fait que chaque famille recense un mort, une victime de ces massacres génocidaires cycliques. Le Burundi est donc une terre de sang pour reprendre le titre du livre de Timothy Snyder. Pour chaque unité d'action, de temps et de lieu, il est, un vaste cimetière dont les victimes n'ont pas bénéficié d'obsèques dignes, dont leurs familles n'ont pas fait de deuil. Les victimes comme leurs bourreaux n'ont jamais été identifiés. L'impunité règne et les réparations se font toujours attendre. Et plus grave, c'est la police qui encadre les mémoires, autorise la mémoire officielle (forte) et force la mémoire faible à entrer dans la clandestinité.

De cette litanie de crises à caractère politique aux fortes dimensions identitaires, notre recherche analyse particulièrement « **les massacres de Ntega et Marangara** ». Ces derniers, en dépit d'un passé émotionnellement chargé et mal géré, surgissent en contexte de « paix » et dans un espace-temps assez resserré, avec un bilan humain dont les extrêmes communiqués, oscillent entre 5 000 à 24 000 morts pendant 10 jours (entre le 14 au 24 août 1988) et feront environ 60 000 réfugiés, dans un périmètre ne dépassant pas, approximativement, 500 km². De manière globale, cette recherche se propose de microanalyser l'engrenage de ces massacres, en mettant la focale sur les « agents d'exécution », ceux qui tuent de leur propre main, de restituer les enjeux qui les motivent, les conditions singulières dans lesquelles ils agissent et à comprendre les éléments qui métabolisent cette violence au-delà de la boîte à outils

incomplets qu'offre l'ethnicité.

Curieusement, au Burundi, la violence a toujours été pensée, étudiée et comprise sous un angle vertical et collectif. Or, il n'en est rien, en réalité. Analysée ainsi, la violence perd sa substance, et la quête de sens se prive d'importants éléments de compréhension. Car, on en est convaincu, c'est dans les détails, dans les marges que gît la compréhension de l'histoire en général, et de l'histoire des massacres pour ce cas précis.

À cet effet, inspiré de la démarche d'Alain Corbin, Christopher Browning, Hélène Dumas, Ann Fujii ou encore Jérémie Foa, qui changent radicalement les échelles d'observations, j'ai été convaincu qu'il est possible de rétrécir le champs d'analyse afin d'insérer les acteurs hétéroclites de ces massacres (victimes, rescapés, bourreaux ou témoins) dans les leurs. Cette façon de faire sauver ces derniers de l'anonymat, et c'est en quelque sorte une tentative de leur donner des visages. Car, ai-je remarqué, cet anonymat alimente la fatalité c'est-à-dire participe à la collectivisation de l'innocence et de la culpabilité. Mais, comment procéder ?

Si l'on dispose, sur ces massacres quelques documents d'analyse et d'interprétation, il manque à ce jour ceux traitant les terreaux de cette violence, analysés « au ras du sol ». Les replacer dans leur contexte local de violence structurelle, culturelle, psychologique nous semble pertinent pour saisir les mécanismes inter et intra-individuels implicites d'ordre social, politique qui se sont joués. Cette problématique énoncée, postule que des micro-conflits du quotidien entre voisins permanents, les dimensions de haine et de jalousie sociale, de violence foncière, d'une « administration privatisée et étrangère », couplées aux humiliations et les frustrations permanentes, ont tapissé le lit de cette violence dont le passage à l'acte n'est qu'une extériorisation des enfermements. Ainsi, cette présentation, prend appui sur un corpus d'une centaine d'entretiens, complétée par l'exploitation des archives diplomatiques françaises et belges, des archives du Haut-Commissariat pour les Réfugiés et des archives privées (pour ne citer que les principaux).

Dans ces corpus, on remarque certaines faiblesses dues notamment à : des destructions méchantes, des mensonges, à la censure des documents, des langues de bois, etc., les trous de mémoire et l'anachronisme des témoignages liés à la superposition des drames et des acteurs très hétéroclites. Souvent, les archives sont des papiers pièges, pour emprunter le mot à Jérémie Foa, des écrits de combats politiques, fatalistes, de justification. À cela s'ajoute, le contexte politique et sécuritaire actuel défavorable à une recherche indépendante (où la Commission

Vérité et Réconciliation [CVR], sans le dire, a bloqué tout accès aux archives publiques aux chercheurs particuliers). Malgré donc toutes ces lacunes et difficultés, notre immersion sur les lieux du crime nous a permis de retracer l'enchevêtrement des logiques ayant conduit à ce double projet génocidaire dans sa phase insurrectionnelle d'abord et répressive ensuite à travers desquelles filigraient une dette de sang.

La démarche consiste à tenter une singularisation des acteurs, à les prendre au sérieux, à scruter leur part d'autonomie et à évaluer le degré de manipulation dans ce retournement du voisinage. Car, se jouant à l'échelle de l'individu (ou de groupe d'individus) au bout de la chaîne meurtrière, les massacres de proximité (entre voisins) questionnent à la fois sur la géographie, la technologie de la violence (l'espace, l'intensité, le savoir-faire meurtrier), la théâtralisation meurtrière, les trajectoires de fuite, etc.) sans oublier les stratégies de résistance, rares certes, mais, réelles.

L'enchevêtrement de tous ces mécanismes complexifie donc la reconstitution d'un massacre d'autant plus que les actes meurtriers relèvent toujours du caché, de non-dits (bourreaux et victimes cohabitent avant et après). De surcroît, les victimes comme les bourreaux nous ressemblent, ils sont à notre image. Ce sont des gens normaux, *ordinaires* pour reprendre le concept de Christopher Browning, mais surtout *disponibles* pour celui de Richard Rechtman. À l'image de la Shoah ou du génocide des Tutsi au Rwanda, ces massacres brefs, mais très intenses, lancent donc un défi à la recherche de pouvoir effectivement isoler l'individu dans les stratégies d'acteurs, à partir de là où ces dernières se sont nouées : à l'échelle des familles, des voisins, des collines. C'est donc cette métamorphose des voisins en bourreaux, ce passage de l'embrassement à l'embrasement qui constitue le point nodal de ma recherche. Les sources à notre disposition à ce jour permettent de relever modestement ce défi.

Processus de déconditionnement à l'humanité et de reconditionnement à l'humanité

S'il ne faut pas ignorer les antécédents éloignés de cet engrenage meurtrier, depuis la fin de la colonisation et de l'administration de ces entités périphériques, le sous-développement social dont elles ont longtemps souffert, la logique meurtrière se développe dans le corps social local de manière progressive jusqu'à l'explosion d'août 1988. En effet, écartelées entre deux systèmes politiques similaires par nature

différents par la forme, éloignées de Bujumbura (Centre politique du Burundi) et proches des influences exogènes¹ de l'arrière-pays (Butare au Rwanda)², côtoyant des réfugiés tutsi rwandais accueillis depuis 1959, les populations de ces deux communes des attitudes contestataires voire rebelles d'autant plus qu'un mouvement, le Palipehutu a su galvaniser leurs doléances. On écoute tant le message quand on respecte le messager. Le recrutement au sein des élites locales a permis à ce mouvement clandestin d'influer sur les masses paysannes locales en centrant ses enseignements sur les blocages de promotion sociale et des humiliations permanentes dont serait victime toute la communauté hutu depuis surtout les massacres à caractère génocidaire d'avril-mai 1972. À ce propos, ce poids du passé non ou mal géré, a été instrumentalisé par des élites locales, commissaires politiques locaux de cette organisation, en déphase avec le gouvernement du Burundi à l'époque. Il agira donc comme une substance dopante et réussira à mettre sous tension le psychisme social local, un élément déterminant de passage à l'acte. Toutefois, il est essentiel de le noter, l'obéissance aveugle est très discutable voire contestable. Le délire des meurtriers est lucide, c'est une *folie raisonnante* pour emprunter le mot à Marc Renneville), ou encore pour faire allusion à la *rationalité délirante* de Jacques Semelin.

Le renversement du régime du président Bagaza en septembre 1987, qui avait instauré un quadrillage administratif policier assez permanent, ouvrit une brèche d'une activité intense de sensibilisation parce que l'accès et la circulation des tracts s'intensifia sensiblement. Et l'explosion des massacres surviendra au moment où les structures administratives de base du nouveau régime étaient encore fragiles. C'est d'ailleurs ce relâchement administratif, cette fragilité voire cette absence de « l'État local » qui conduira à une duplication de l'administration. À ceci, faut-il ajouter une forme d'administration « étrangère » où justement à cause du sous-développement des infrastructures scolaires, certains administratifs de la commune étaient recrutés ailleurs. La rupture entre ces derniers, jugés insouciants, arrogants et hautains par les populations, s'est renforcée au moment où les informations, essentielles pour diriger, ne remontaient plus de la base au sommet hiérarchique communal. Les membres du Palipehutu, qui en faisaient d'ailleurs partie, parviendront à le dédoubler, à le concurrencer et à le miner de l'intérieur. Leur

¹ Les échanges commerciaux, la radio, les liens matrimoniaux avec le Rwanda fascinaient ces populations périphériques par rapport au Burundi intérieur et demeuraient très solides

² État-major du Palipehutu, Parti pour la libération du peuple hutu, créé en avril 1980 en Tanzanie par des réfugiés burundais de 1972.

efficacité tient enfin à la faiblesse de l'État-central³, à la maladresse de l'État-local presque défaillant, parce que désagrégé de l'intérieur.

Quand on analyse la main-d'œuvre meurtrière, très minoritaire d'ailleurs, recrutée entre 18 et 45 ans environ, on remarque véritablement un déficit de développement, un analphabétisme profond, paradoxalement dans un contexte d'abondance vivrière et de disponibilité financière (notamment la productivité des marais permettant parfois trois récoltes annuelles). Ici encore, ce binôme explosif s'ajouta à un délitement des liens sociaux, familiaux en l'occurrence, et accentua surtout la puissance des liens faibles pour me référer au concept de Marc Granovetter matérialisé par la fragilité de l'emprise familiale, les violences domestiques, le vol des récoltes sur pied, des concubinages, la culture et la consommation des drogues, etc. Se décèle ainsi ce processus de déconditionnement-reconditionnement, de recrutement, d' enrôlement, des « acteurs ordinaires ». Ce processus vaut aussi bien pour les insurgés hutu que pour les pelotons meurtriers de l'armée nationale déployés dans l'intervention. Qu'en est-il de ces militaires ?

Le phénomène militaire au Burundi est très complexe. Sans entrer dans les détails, il est séant de noter que l'armée comme l'administration publique ont toujours été pensées comme des remparts sécuritaires pour les uns, des outils répressifs pour les autres. Au niveau local (dans ces deux communes), l'armée est un corps étranger, moins et mal connu. Largement dominée par des éléments tutsi selon l'imaginaire collectif de l'époque, l'armée représente ce contre quoi le Palipehutu était appelé à lutter. D'ailleurs, son travail consistera à confondre l'armée et l'administration à l'ethnie tutsi.

Au passage, dans la collecte des témoignages, les rares militaires rencontrés, sont moins bavards par nature ou par contexte politique régnant dans le pays depuis 2015. Ils se méfient d'une quelconque enquête dans laquelle leur culpabilité, laisse moins de doute et un nombre minime de militaires originaires de ces communes, plus à Marangara qu'à Ntega (plus ou moins une douzaine) sera emporté par ces massacres ou ont quitté les lieux.

L'armée qui interviendra dans cette campagne de « rétablissement de la paix » est composée globalement de membres originaires des coins éloignés de la zone

³ Ce massacre a surgi à peine une année (11 mois pour être précis) après la prise du pouvoir par un Coup d'État non sanglant ayant porté au pouvoir le Major Pierre Buyoya contre le Colonel Jean Baptiste Bagaza, le 3 septembre 1987. Ce dernier avait bâti son pouvoir sur une administration extrêmement policière et le relâchement occasionné par le putsch offrait une brèche au Palipehutu de vulgariser son projet politique de déstabilisation.

d'intervention (Bututsi, Mugamba, Kirimiro, Makamba, etc.)⁴, et qui avaient des parentées directes ou éloignées assassinées en 1972 au sud du pays (région par excellence où se recrutait bon nombre de ces militaires). Nés et grandis dans cette atmosphère de cristallisation ethnique, elle façonnera leurs comportements et leur système de valeurs se structurait autour du drame génocidaire de 1972. Celui-ci rendait perméable l'endoctrinement et les sentiments de vengeance ethnique au sein de ce corps. L'exemple de Havyarimana, surnommé Kirato, officier de l'armée originaire de Vugizo dont le père avait été tué en 1972 et ses testicules arrachés et mis dans son manteau, et son cadavre pendu pourrait éclairer notre propos. Au moment de la mobilisation des armées en vue de l'intervention, le postulat de base est d'abord faussé. Selon, les témoignages, les autorités militaires apprennent à leurs troupes que « le Palipehutu a attaqué ». Dans l'entendement des militaires, « tous les Hutus avaient collaboré avec le Palipehutu dans l'insurrection ». Par cette désignation de l'ennemi (Palipehutu), les militaires amalgameront le mouvement à tous les Hutu. Avec l'idéologie acquise, ils se convainquent aussi que les jeunes laissés en vie en 1972 sont probablement les insurgés de 1988, « *qu'il fallait exterminer cette fois-ci même les nourrissons, pour annihiler à jamais toute velléité de rébellion* ».

Passage à l'acte : insurrection et répression

Dans une atmosphère de liesse meurtrière, des bandes de Hutu massacrent sélectivement leurs voisins tutsi avec qui ils partageaient tout ou presque. Dans plusieurs collines (unités administratives de base), tout individu de sexe masculin représente une cible principale. Aussi, la sélection des victimes respecte un certain protocole : plusieurs ménages attirent plus les meurtriers que les autres et les critères tournent autour d'une aisance matérielle relative, l'existence dans les membres de la famille d'un militaire, ayant des enfants scolarisés ou des parentés dans la capitale, etc. En termes d'intensité, de géographie et de technologie de massacres, les enquêtes de terrain montrent cependant que Ntega et Marangara ne sont pas un bloc homogène.

⁴ Sauf le commandement issu, régionalement, du sud (commandants de camps et de compagnie), - excepté le Major Nengeri de Ruhororo (Ngozi) -, les hommes du rang provenaient de partout dans le pays (Bururi, Muramvya, Kirundo, Makamba (Vugizo, Kibago, etc.). Ceci consécutivement aux deux recrutements simultanés qu'a opérés Bagaza en 1981 suite aux altercations avec Mobutu sur le conflit de frontière à Gatumba (les deux branches de Rusizi) différend qui serait par après résolu diplomatiquement. C'est de là d'ailleurs que datent les appellations de certains bataillons (11^e et 22^e), stratégie de gonfler les effectifs et faire peur à l'ennemi. En réalité 11^e bataillon signifiait 1^{er} bataillon de la première région (Bujumbura) et le 22^e, 2^e bataillon de la deuxième région (Gitega).

Cela dit, la commission du massacre diffère d'une colline à l'autre et reste plus souvent tributaire de l'implication ou non du chef administratif local. Au demeurant, la nature de cette violence horizontale permet de dégager une réalité troublante : l'échange des meurtriers entre les collines, exception pour les pillages ! Si la stratégie d'anonymat consistait à susciter de l'ardeur aux massacres, elle servait aussi à minimiser l'empathie des meurtriers, en état artificiel, sur leurs voisins directs, aux liens certains. S'agissait-il aussi de se prévenir de toute éventualité de poursuites judiciaires dans l'avenir, de s'exposer à la hargne sociale, et peut-être de se prémunir de cette image traumatisante du cadavre à son bourreau.

Une intervention militaire censée venir « rétablir l'ordre, se mua en une répression systématique. Dans leurs séries d'opérations meurtrières foncièrement liées à la topographie des collines, filigraient un désir de vengeance greffé sur la colère et assuré de l'impunité. À la disproportion des armes, les militaires déploient un arsenal d'engins comme s'ils faisaient face à un ennemi redoutable. En réalité, ces engins ne serviront qu'à terroriser les populations amalgamées à l'ennemi car ils s'adapteront à l'ennemi en utilisant plutôt des armes blanches et d'autres armes légères (baïonnettes, machettes et kalachnikov). La cartographie des opérations militaires meurtrières dévoile plusieurs dimensions du passage à l'acte. D'abord, elle renseigne l'occupation ethnique des Tutsi et ou des Hutu selon les cas. Dans un cas comme dans l'autre, l'intervention vise à venger les victimes. Dans cette hystérie de vengeance, ils recherchaient des commerçants, des enseignants, des gens éclairés parce que suspectés d'avoir intoxiqué les masses, mais aussi pour piller l'argent. Enfin autour des infrastructures sociales (écoles, églises, près des routes) là où l'accès pour leurs voitures est possible. Certaines collines topographiquement difficiles n'ont pas été touchées par la répression⁵. Il est important de souligner que des militaires natifs de ces communes, estimés à moins d'une vingtaine et exclusivement tutsi, beaucoup étaient en congé venus célébrer un mariage de leur collègue à Buringanire (à Ntega). Cibles privilégiés des insurgés, ces militaires survivants constituaient, à l'arrivée de l'armée, non seulement des guides privilégiés, mais surtout, grâce à la cohésion de leur corps, des galvaniseurs des massacres de vengeance.

⁵ Bon nombre d'officiers militaires, véritables commandeurs de la répression sollicités ont gentiment refusé de participer à cette recherche (dans les entretiens). Cette rétention d'information, parfois pour des raisons sécuritaires compréhensibles, affaiblira certainement notre propos. En effet, plusieurs militaires des anciens régimes (c.-à-d.) d'avant 2005 dénommés ex-FAB) ont été l'objet depuis une décennie de disparition, ont été tués pour des raisons politiques ou ethniques (les unes n'excluent pas les autres).

Moins nombreux sont les sauveteurs, ces « gens du bien au temps du mal »⁶. Comprendre leurs perceptions sur eux-mêmes, celles de leur voisinage immédiat, les logiques de leur comportement permet de nuancer voire d'invalider le prétexte d'obéissance ou de conscience collective dans la violence. À l'inverse des « justes » du Rwanda incompris de toute part comme l'illustrent les travaux de l'écrivain et journaliste Jean Hatzfeld⁷, les symboles d'humanité et d'humanisme connus ou anonymes de Ntega et Marangara, sont entourés d'une respectabilité et une considération sociale énorme, car ils incarnent le Bushingantahe, cette intégrité complète de l'être humain dans la tradition burundaise. Ainsi, *avoir agi en laps de temps, sans consulter personne et de façon désintéressée me permet de marcher en air de triomphe, avec dignité*, résumait parfaitement Pascal Ngendakubwimana⁸, un chef hutu de Secteur Runda, en commune Marangara qui a sauvé 19 Tutsi les abritant dans une fosse à l'arrière-cour de sa maison.

Entre-temps, au moment où près de 8 000 rescapés majoritairement tutsi sont accueillis dans les centres administratifs, religieux à l'intérieur du pays, près de 60 000 d'autres rescapés majoritairement hutu franchiront, en l'espace de trois semaines, dans près de huit camps de réfugiés à Butare au sud du Rwanda. Cette trajectoire de fuite traduit non seulement le clivage ethnique enraciné dans l'univers social local, ou la provenance du danger, mais surtout la proximité spatiale et anthropologique. Bien que cette description ne soit pas stricte, les tendances générales se déclinent ainsi. Aussi, grâce à une conjonction des pressions tous azimuts et de la souplesse des autorités politiques, le rapatriement des réfugiés de 1988, reste exemplaire dans la région des Grands Lacs africains. En complicité avec des partenaires extérieurs, le HCR, le Rwanda et le Zaïre, le Burundi parvient, en l'espace de 3 à 5 mois, de faire retourner toutes ces populations dans leurs ménages. Un programme de reconstruction matérielle (scolarisation massive et gratuite des enfants, maisons détruites, ponts, semences, etc.) est mis en marche depuis octobre 1988. Paradoxalement, une politique d'amnistie générale institutionnalisera une culture d'impunité et enclenchera une ouverture politique contrôlée.

⁶ Svetlana Broz, *Des gens du bien au temps du mal. Témoignages du conflit bosniaque (1992-1995)*, Paris, Lavauzelle, 2005

⁷ Jean Hatzfeld, *Là où tout se tait*, Paris, Gallimard, 2021

⁸ Interview avec et chez lui, 27 avril 2023. Son humanisme est mis à l'honneur par la remise des médailles par le président Buyoya en août 1989. En dépit d'être pris pour un traître au lendemain des massacres et une principale cible en octobre 1993, sa modération affichée en temps de folie meurtrière de cette époque, paye encore aujourd'hui.

Conclusion

Pendant l'insurrection comme lors de la répression, les meurtriers pillent, tuent, brûlent. La géographie et les techniques de mise à mort varient d'une colline à l'autre et restent largement tributaires de l'attitude de l'État micro-local. Sans déresponsabiliser la main-d'œuvre paysanne dans les massacres, les intermédiaires encensent les masses par des enseignements rebelles. Et tout le monde y trouve de l'intérêt (jalousie sociale, volontés d'enrichissement par les pillages, etc. Aussi, par la théâtralisation meurtrière, les corps sont pris comme des champs de bataille, des objets ethniques sur lesquels se déploie une liesse meurtrière. Les bourreaux trient les victimes, sectionnent les nez et les cous, raccourcissent les jambes, éventrent les femmes, etc. À Ntega et à Marangara, les massacres sont largement masculins. Comme pour les Huguenots français dans la Seine ou les Tutsi rwandais dans le Nyabarongo, le traitement des cadavres de Ntega et Marangara respecte le même mode opératoire. Plusieurs victimes de 1988 sont soit jetées dans la Kanyaru, d'autres dans les latrines, ou cachées dans les fosses communes anonymes.

Une trentaine d'années après, les massacres de Ntega et Marangara sont toujours là. Le poids des morts et le fardeau de souffrances pèsent encore sur les vivants. Le temps n'a rien effacé. Non identifiés, impunis et sans réparations, les bourreaux et les victimes rescapées cohabitent dans un semblant d'harmonie sur les mêmes champs de massacres. En dépit d'une demande sociale forte de vérité et de réconciliation, le travail de mémoire se fait toujours attendre et le dialogue des mémoires que la CVR actuelle était censée piloter est miné par des intentions politiques sectaires, à cause d'une fluidité des rôles du privilège du survivant. Cela dit, ceux qui étaient victimes hier, sont devenus bourreaux et vice-versa. La société peine à inventer des modèles capables de transcender les blessures et de conduire un véritable dialogue des mémoires. Or, aujourd'hui, comme hier, la paille semble bien toujours sèche pour une énième implosion. Il ne manque que l'allumette.

Personnellement, grâce à cette enquête-immersion, j'ai découvert qu'écouter est un véritable art, un défi, un privilège et un remède. Autant pour les victimes que pour les présumés bourreaux, les entretiens de groupe offrent des occasions idéales pour le dialogue des mémoires et un désir de reconnaissance (vérité, justice (impunité) se lit dans leurs propos. Lors des entretiens de groupe, au-delà de recueillir des informations filtrées, car bien discutées, s'est dégagé chaque fois, des sentiments de compassion, des tendances fortes à comprendre « l'autre » « différent ». De la sorte, il

est possible de bâtir un compromis (une empathie) des souffrances, de construire une mémoire stratégique (thérapie individuelle ou collective). Encore faut-il arriver à former de « sérieux » modérateurs, gestionnaires de ces passions.

Travailler sur les morts, les techniques de mises à mort, interroger de présumés bourreaux, savoir écouter les victimes souvent en larmes est une gymnastique intellectuelle extrêmement compliquée. À cet effet, lire leurs visages, comprendre leurs silences, leurs hésitations, se familiariser surtout avec leurs mensonges et non-dits, pénétrer la culture du secret est une expérience de vie. Aussi, les trous de mémoire, des discours anachroniques dus à la superposition des massacres restent des dimensions intéressantes à analyser. L'autre élément à prendre en compte est le chercheur lui-même. L'objet de recherche est délicat, les témoignages sidérants. Il y a une tentation de s'identifier aux victimes et de condamner vite les bourreaux. L'émotion peut tétaniser la pensée pour reprendre les mots de Jacques Semelin. Mais, conscient de ce danger, il faut beaucoup travailler sur soi-même en essayant de trouver un équilibre entre les attentes de la recherche et celles des interviewés, en ajustant constamment l'impératif méthodologique et la flexibilité. En certains cas, il ne faut pas hésiter d'adopter des attitudes complices pour décrocher des confidences.